

# **Badische Landesbibliothek Karlsruhe**

**Digitale Sammlung der Badischen Landesbibliothek Karlsruhe**

## **Nouvelles de France. Deutsche Ausgabe. 1947-1948 1947**

510 (29.5.1947)

DONNERSTAG  
29.  
M A I  
1947  
3. Jahrgang  
No 510  
30 Pfg.

DEUTSCHE AUSGABE

# Nouvelles de France

NACHRICHTENBLATT

DIRECTION  
REDAKTION  
ADMINISTRATION  
Marktplatz 4  
KONSTANZ  
ANZEIGEN:  
Agence Havas  
Marktplatz 4  
KONSTANZ  
und  
Neubühlweg

## Pax Americana

Seit der Verkündung der Truman-Doktrin, die man genau so gut als eine Überwindung der Monroe-Doktrin ansprechen kann, sind alle Auseinandersetzungen in Amerika selbst wie in der Welt und zumal in Europa über die amerikanische Politik und ihre Wege zur Herstellung und Sicherung des Weltfriedens lebhafter denn je. So liegen neuerdings ein Brief des früheren Präsidenten Hoover an den Vorsitzenden des Bewilligungsausschusses des Repräsentantenhauses, John Taber, eine Rede des ehemaligen Vizepräsidenten und Handelsministers Wallace, sowie des Generalstabs, General Eisenhower, vor. Nur der letztere ist gegenwärtig in einer besonnenen Stellung. Die beiden anderen behalten jedoch ihre Wichtigkeit auf Grund ihrer früheren Äußerungen. Was Wallace sucht, so muß auch seine Freundschaft mit Präsident Roosevelt gedacht werden. Hoover dagegen ist der Mann, dessen Präsidenschaft zwar nicht zu den bedeutendsten in der Geschichte der USA gehört, der aber immer wieder auftritt, wenn es darum geht, eine Beurteilung großer Not zu erhalten und den Ausweg aus ihr zu weisen.

Untersucht man die drei Erklärungen, so stellt man sofort fest, daß sie das gleiche Ziel verfolgen. Interessant ist, daß gerade der Generalstabschef seine Nation zu einer Antikriegskampagne aufruft. Die Bürger müssten die Ursachen des Krieges verstehen lernen und ihre Verantwortung erkennen.

Mr. Wallace, der sich stets durch sein besondere Verständnis europäischer Verhältnisse auszeichnet, ist, fürchtet, daß die offizielle Politik seines Landes den ganzen europäischen Kontinent in die Arme des Kommunismus treibt. Eine Vereinigung der Welt mit Amerika gegen die URSSE werde die Welt zum Schluß gegen Amerika einzeln. Auch könne der Kommunismus nicht durch die Macht des Dollars oder der Waffen geschlagen werden, sondern nur durch die Überwindung der Armut und Ausbeutung.

Es kann nicht unsere Aufgabe sein, hier in inneramerikanische Auseinandersetzungen einzutreten. Aber Wallace ist nicht der einzige Gegner der Truman-Politik, und deshalb haben wir das Recht, auf eine andere Gruppe der amerikanischen Politik hinzuweisen, die er zwar nicht so unterstützend beachtet, aber deren Einfluß er unter Umständen stärkt. Wir meinen die Isolationisten, die nach der Ansicht eines britischen Journalisten letzten Jahres die stärkste Kraft erhalten habe. Daß dem so ist, läßt sich wohl auch mit der Ausschleifung der vom Präsidenten Truman inaugurierten Politik zusammen. Erst die Zukunft wird zeigen, ob die Isolationisten Trumans nicht nur Ausgaben bräut, wie hätte es mit einem Bericht des USA-Handelsministeriums zusammen, nach dem die aufsteigende Entwicklung der amerikanischen Wirtschaft zu einem Stillstand gekommen ist. Im Monat April gingen sich die aufsteigenden und rückläufigen Tendenzen aus, sodaß der hohe Beschäftigungsstand noch erhalten geblieben ist. Auch die Zahl der Arbeitslosen ist seit Jahresanfang im Ende März mit 2 1/2 Millionen konstant geblieben. Danach müßte man annehmen, daß die Vereinigten Staaten auf dem Höhepunkt angelangt sind. Wir wollen nicht prophesieren und lassen es daher dahingestellt, ob es bereits berechtigt ist, von einer bevorstehenden Dalkrise zu sprechen.

Hoover schließt in eine andre Kerbe. Er verweist gleich zu Eingang seines Briefes, daß die USA mit Japan und Deutschland Separatfriedensschlüsse anzubahnen hätten, falls die URSSE ihren Standpunkt nicht ändere. Während nun aber alle Beobachter in einer soliden Entwicklung ein Aussetzungsfall der Welt in einen Ost- und einen Westblock erkennen wollen, meint Hoover, daß die URSSE, wenn die USA nicht mehr länger warten wolle, aus diesem Grund keinen Krieg softenzen werde. Würde Hoover nicht im weitern Verlauf seine Briefe ein schlußpunktiges Programm aufstellen, das der Verantwortlichen seiner Äußerung folgen soll, so wäre man versucht, ihn dahin zu verstehen, er befürworte die Rückzug der Vereinigten Staaten aus den Weltangelegenheiten und unterwirft sich somit (Fortsetzung Seite 4)

## LA GRÈVE DU GAZ ET DE L'ÉLECTRICITÉ n'a pas eu lieu

### Après de laborieuses négociations entre le gouvernement et la fédération de l'éclairage une entente est intervenue in extremis

La grève des usines Renault avait entraîné le remaniement du cabinet et le départ des ministres communistes, mais elle s'était si rapidement transportée sur le terrain gouvernemental que l'opinion put presque perdre de vue les motifs initiaux du conflit pour s'en plus retenir que les conséquences. Il n'en allait pas de même avec l'affaire du gaz et de l'électricité.

Par voie d'affiches, en effet, le détail des revendications fut exposé au public par les soins de la fédération de l'éclairage, tandis que le président du Conseil lançait, dans une allocution radiodiffusée, un vibrant appel au sens civique des grévistes et que la presse réservait ses le-

La grève des usines Renault avait entraîné le remaniement du cabinet et le départ des ministres communistes, mais elle s'était si rapidement transportée sur le terrain gouvernemental que l'opinion put presque perdre de vue les motifs initiaux du conflit pour s'en plus retenir que les conséquences. Il n'en allait pas de même avec l'affaire du gaz et de l'électricité.

Par voie d'affiches, en effet, le détail des revendications fut exposé au public par les soins de la fédération de l'éclairage, tandis que le président du Conseil lançait, dans une allocution radiodiffusée, un vibrant appel au sens civique des grévistes et que la presse réservait ses le-

## Tandis que la commission d'enquête de l'O.N.U. SE DISPOSE A GAGNER LA PALESTINE LES TERRORISTES JUIFS POURSUIVENT LEUR ACTIVITE

LONDRES. — Plusieurs attentats ont encore été perpétrés ces jours derniers en Palestine par les terroristes juifs.

Une bombe a fait explosion entre Lydda et Jérusalem, dans la localité de Ramleh et a détruit la gare de cette ville.

Les auteurs de l'attentat ont coupé la voie en plusieurs endroits.

La bande Stern a, d'autre part, revendiqué dans un message téléphonique adressé à un journal juif de Jérusalem, la responsabilité de l'attentat qui a été dirigé contre une voie ferrée à proximité de Lydd.

Ces incidents semblent indiquer que les organisations clandestines juives n'ont pas l'intention de désarmer, même pendant le temps que la commission d'enquête de l'O.N.U. opérera sur le territoire palestinien.

Celle-ci se dispose à commencer ses travaux puisqu'on pense, à New-York, qu'un premier groupe d'enquêteurs quittera les Etats-Unis vers la fin de cette semaine. Selon les recommandations de M. Tryve Lie, l'ensemble de la commission gagnera la Palestine aux environs du 10 juin. Cinq seulement des onze pays qui feront

partie de cette commission sont prêts à envoyer leurs représentants en Terre sainte.

On apprend, d'autre part, de Londres, qu'une personnalité du Foreign Office a démenti les allégations publiées par un journal juif selon lesquelles M. Bevin et le général Marshall seraient tombés d'accord sur un projet de partage de la Palestine. Cette personnalité aurait déclaré qu'il faut se référer à ce sujet aux déclarations faites par M. Bevin à la Chambre des communes selon lesquelles le ministre britannique affirmait que le mandat n'autorise pas la Grande-Bretagne à partager la Palestine.

## UNE CONFERENCE réunissant 32 ministres du Ravitaillement va se tenir en juillet

WASHINGTON. — Le Conseil international du ravitaillement a décidé à l'unanimité de réunir en juillet une conférence de tous les ministres du ravitaillement et de l'agriculture de ses 32 Etats membres.

On attache une très grande importance à cette mesure dont le but est de proposer une action commune, en Europe en particulier. On rapporte également cette proposition des plans du gouvernement des Etats-Unis pour de nouveaux prêts sur une échelle massive. Ces plans ne pourront être mis en pratique que si les pays européens se mettent d'accord pour une présentation commune de leur demande d'aide économique.

## “Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne devront signer une paix séparée si les Quatre échouent à Londres”

### AFFIRME M. HERBERT HOOVER

WASHINGTON. — Si la prochaine rencontre des ministres des Affaires étrangères à Londres ne donne aucun résultat, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne devront signer le traité de paix avec leurs zones d'occupation en Allemagne.

Tel est l'avis exprimé par l'ancien président des Etats-Unis, M. Herbert Hoover, dans une lettre adressée par lui à M. John Taber, président de la commission des finances de la Chambre des représentants.

M. Hoover qui, on le sait, avait été chargé voici plusieurs mois par le président Truman d'enquêter sur les conditions d'alimentation et de reprise économique de l'Europe, accuse en somme l'U.R.S.S. de mettre des bâtons dans les roues.

Il a d'ailleurs exposé oralement son point de vue devant la commission des crédits, logement, l'assistance américaine aux pays éprouvés par la guerre devrait prendre fin d'ici deux ou trois ans, si la Russie, la France et les autres pays coopèrent, a affirmé en

substantiel l'ancien président des Etats-Unis. Mais il s'est empressé d'ajouter que, pour sa part, il n'avait remarqué aucun indice autorisant à croire que la Russie fût décidée à cette coopération.

Et M. Hoover de conclure que, si cela s'avérait nécessaire, il ne faudrait pas hésiter à signer une paix séparée, excluant l'U.R.S.S., pour permettre aux Etats-Unis de restaurer l'économie de l'Allemagne, du Japon, de la Corée et, par conséquent, d'alléger le fardeau de l'occupation.

## LA GRANDE-BRETAGNE AVOCAT INTERESSE DES PAYS EUROPEENS

LONDRES. — On pense, dans les milieux généralement, bien informés, que la Grande-Bretagne insistera d'une façon pressante auprès de la Banque internationale pour que des emprunts en dollars soient accordés aux pays européens avec lesquels sa balance commerciale est favorable. Elle espère ainsi résoudre le problème de ses propres besoins en dollars.

On apprend, de bonne source, que des représentants de la Banque d'Amérique et de la Trésorerie d'extrême-droite à ce sujet, à Londres, avec plusieurs personnalités de la Banque internationale.

## La publication du communiqué sur le conseil économique de la zone anglo-américaine est ajournée

LONDRES. — La publication du communiqué anglo-américain qui doit annoncer la formation d'un conseil économique pour la zone anglo-américaine a été ajournée. Bien qu'un accord général soit intervenu entre les deux puissances d'occupation, certains points d'importance n'ont pu être révisés. Les milieux officiels prétendent qu'il n'est nullement question de divergences de vues de dernière heure.

Lord Pakenham, ministre chargé des affaires allemandes, a eu une entrevue avec M. Bevin au sujet de l'accord en question.

## M. Petersen se rend en Allemagne

M. Petersen, adjoint au secrétaire d'Etat américain à la Guerre, a quitté Washington pour se rendre en Allemagne. Le but de son voyage est de s'entretenir avec les autorités d'occupation américaines sur la situation alimentaire de l'Allemagne. On croit savoir également que le secrétaire adjoint se rendra en zone britannique pour examiner les questions du commerce extérieur de la zone anglo-américaine.

M. Petersen se rendra ensuite en Autriche.

## COMMENT LA GREVE FUT EVITEE

PARIS. — Le conflit du gaz et de l'électricité s'est dénoué hier soir. On indiquait déjà, dans l'après-midi, que les ouvriers de ces entreprises avaient été soulagés à l'appel du président Ramadier niant qu'il s'agisse d'une mesure de force entre le gouvernement et eux. Cependant, un malaise restait à dissiper. Dans les milieux syndicaux on faisait remarquer que, dans l'allocution du président du Conseil, il

## SUITE EN PAGE 6

## “Souhaite-t-on la bienvenue à quelqu'un qui est déjà chez lui?”

### déclare le sultan du Maroc en accueillant le général Juin

CASABLANCA. — Le général Juin, nouveau résident général de France au Maroc est arrivé mardi matin à Casablanca à bord du croiseur « Georges-Leygues », tandis que les navires arboraient le grand pavail, que des avions survolaient le port et que tonnaient les canons.

Le général a été accueilli à sa descente du navire par le délégué de la Résidence, le grand vizir, Si Kaddour Ben Ghannit, chef du protocole et différentes hautes personnalités. Il a embrassé avec émotion la maréchale Lyautey venue l'accueillir.

Après avoir remis au Pacha un don destiné au sanctuaire de Sidi Bellout, le résident général s'est rendu au palais impérial pour saluer le sultan venu spécialement à Casablanca pour le recevoir. Tout le long de la route, une foule enthousiaste a salué le général. Plusieurs milliers de cavaliers appartenant aux tribus de la région faisaient une haie d'honneur.

A son arrivée au palais, le général Juin a été reçu par le souverain qui lui dit, faisant allusion au fait que le nouveau résident est né en terre africaine: « Souhaite-t-on

## Le futur cabinet italien gouvernera-t-il sans les socialistes et les communistes ?

ROME. — Devant l'impossibilité de constituer un cabinet de large concentration, M. de Gasperi a résolu de demander à son parti, l'autorisation de chercher une formule qui lui permettrait de gouverner sans les deux grands partis de gauche, communiste et socialiste majoritaires.

Les principaux dirigeants et le comité directeur du groupe parlementaire du parti démocrate-chrétien se sont réunis après les dernières consultations de leur leader. Ils ont pris acte des difficultés que celui-ci avait rencontrées dans sa tentative d'aboutir à une formule de large union nationale et ils ont exprimé l'opinion que M. de Gasperi pourrait poursuivre ses efforts en vue de trouver la meilleure solution possible à la crise actuelle.

A l'issue de cette réunion, M. de Gasperi s'est rendu immédiatement auprès du président provisoire de la République, M. de Nicola, pour lui rendre compte de son intention de former un gouvernement d'où la gauche serait éliminée.

Le premier ministre italien conservait encore un certain optimisme après son entrevue avec le chef de l'Etat. On estime cependant dans les cercles politiques romains qu'il rencontrera de nombreuses difficultés dans la réalisation de son projet.

Il est tout d'abord douteux que les socialistes de droite, dirigés

## L'U.R.S.S. ACCEPTE DE PARTICIPER A LA CONFERENCE POUR LES COLONIES ITALIENNES

La France et les Etats-Unis ont été les premiers à avoir répondu affirmativement à l'invitation britannique d'ouvrir des conversations à ce sujet.

Ce que justifie les déclarations du département d'Etat américain, c'est l'attitude réservée de l'U.R.S.S. qui a jusqu'ici, paralysé toute initiative de la part des trois autres grands, dans ce domaine.

Il semble, cependant, qu'il y ait peu de chances pour que le problème des colonies italiennes soit soumis à l'O.N.U., car l'U.R.S.S. annonce-t-on au Foreign Office, vient d'accepter de participer à la conférence pour les colonies italiennes.

## Cinquante millions de dollars pour les achats de la France aux Etats-Unis

WASHINGTON. — L'administration américaine des stocks excédentaires annonce qu'un crédit de cinquante millions de dollars vient d'être ouvert à la France pour financer les achats de stocks américains excédentaires.

## Deutsche Inhaltsübersicht

- Seite 1 Pax Americana (Schluß Seite 4)
- Seite 2 Französische Presse schreibt Minister Aussprachen
- Seite 3 Mitteilungen aus dem Kulturleben Des Auslandes schreibt
- Seite 4 Die Frage der Atomenergie General Beuthens ruff zur Antikriegskampagne auf AILKE vor dem Kongress der Labour-Party Die christlich-demokratische Kammer in Italien Nachrichten aus dem Ausland
- Seite 5 Nachrichten aus Deutschland Ein Kapitel Konflikt Solcher Französische Radioansprache Programme Deutsche Provenienz: Berlin

# Frankreichs Presse schreibt:

VOR DEM ÜBEREINKOMMEN

Wäre unsere Zeitung beschränkt sich noch mit der Staatsbewegung der Internationalisten. Jedoch sind all diese Beschränkungen von weit über, dass, bevor wir uns dem Übereinkommen zuwenden, wir die Lage der Dinge in der Presse kurz zusammenfassen müssen.

George Cognat schreibt in der "Marseiller":

„In ihrer Präambel bezeichnet die am 11. Oktober 1946 angenommene Verfassung die Staatsmacht als ein politisches, wirtschaftliches und soziales Prinzip, das in den höchsten Zielen menschlichkeit ist. Es ist verständlich, dass der Verfassungsentwurf die Rechte der Arbeiter in Frankreich, der sich gegen die Arbeiter selbstständig erklärt, nicht über die Grenzen der Verfassung hinaus ausdehnen wird, erregt hat. Man spricht zu ganz von dem Interesse der Nation und der Republik. Wer aber wird stehen, das die Interessen Frankreichs vor allem eine Leistungssteigerung erfordert, die nicht ohne die Wiederherstellung der Kaufkraft der Arbeiter erfolgen kann, wenn die letzteren sich doppelt Mühe geben und wir nicht stehen, das die beste Garantie für die Dauerhaftigkeit des Vertrages, das die Arbeiter in die Anordnungen der Freiheit und der neuen Rechte haben sollen, die von der Verfassung des 13. Oktober festgelegt worden sind, besteht.“

Maurice Schuman in der „Aube“ schreibt zu der französischen Sprache Emancipation:

„Manche werden wohl Bedenken vorbringen, daß es die Ordnung der Beziehungen durch eine Internationalisierung abgebrochen ist. Sie wissen ja Recht, wenn man eine Kraftprobe zwischen zwei, einzig und allein nur die in der Überwindung. Aber sie wissen zu Unrecht, wenn, wie der Ministerpräsident es glaubt, diese Internationalisierung in sich trägt, die sie selbst in sich vorwärts sind. Wir unterstützen die Idee der Internationalisierung, die die Bestimmung der Rechte hat, solche Verantwortungen auf sich zu nehmen.“

Maurice Schuman schreibt weiter: „Der Arbeiter hat wieder dieses grundsätzliche Problem, das, wie wir es wiederholt erklärt, diese soziale Krise in ihrer Gesamtheit beherrscht. Die Arbeit ist ein Recht, das man nicht ohne die Möglichkeit der Arbeit zu verlieren.“

Wie man sagen können, daß jeder Arbeiter die Möglichkeit haben soll, den Besitztümern seiner Gewerkschaft Folge zu leisten oder nicht. Dies würde bedeuten, daß die Moralität der Arbeiterschaft nicht gut verstanden werden ist. Ein weiterer Grundbedenken wird die Solidarität im Irren vorziehen, um nicht als Streikbrecher angesehen zu werden. Diese Auffassung stellt übrigens zum Beispiel die Werkschlichter.“

„Wie Louis Vigier schreibt dagegen in „Jeune France“: „Wie früher Aristide Briand, so bedient sich unser Präsident heute einer besonders astreinen Wahl in seinem der gesamte Nation zu stellen die Republik. Die Idee der Geschäfte vornehmlich des internationalen Regierungsvertrages, der früher solche Methoden als reaktionär, feindselig und verwerflich kritisiert, heute diese Prinzipien selber in Anwendung zu bringen.“

In „Populaire“ unterstützen Robert Viret Ministerpräsident Reaktion und schreibt:

„Die Arbeiterschaft wird ganz genau, daß die Nationalisierung organisches Merkmal des wirtschaftlichen Lebens, nicht ungeschicklich Früchte tragen kann. Sie wird auch bedeuten, daß es nicht in einem engen Körperchen gewisse gewisse Vorteile nur für diese eigenen Bestand stehen, sondern für die gesamte Volksgemeinschaft. Und schließlich muß auch noch betont werden, daß die Arbeit, soziale Gewinne hervorbringen, ohne Ausnahme die Ursache der heutigen schwierigen Lage ist und, wie es die „Pédagogie et l'Économie“ in ihrem Bericht betonen, auch die Ursache dafür ist, daß die wirtschaftliche Entwicklung der französischen Wirtschaft den heutigen Anforderungen nicht mehr entspricht.“

Die privaten Gesellschaften waren ihrer Aufgabe nicht mehr gewachsen: die Wirtschaft der Elektrizität insbesondere heute die gesamte Volk. Es ist also die Aufgabe der Arbeiterschaft, den Widerstand zu leisten.“

„In dem Leitartikel der „Aurore“ heißt es:

„Die Republik ist unerschütterlich der Ausdruck der Ordnung. Die Regierung ist die Hüterin dieses Ordnes, der republikanischen Ordnung. Ihre Pflicht ist es, die Gesetze durchzuführen, und niemand wird bestreiten, daß in der gesamten Geschichte die Regierung nicht in der Lage ist, den Widerstand, den der Staat selbst eine öffentlichen Betrieben hervorruft, zu überwinden. Vor der Deckung eines Streiks der Elektrizitätswirtschaft hat die Regierung die Verantwortung auf sich zu nehmen. Die Regierung wird sich bemühen, den Streik zu beenden, der sich nicht durch Verhandlungen lösen lässt. Man sollte darüber hinweggehen. Man sollte sich nicht in die Verantwortung der Regierung stellen, sondern sich eine freie Diskussion anschließen. Jeder, der sich dem beugt, ist ein Feind der Republik.“

# „MON AMI RICARDO..“

3 Stunden. L'heure la plus lourde des interminables journées de la „Prison Central“ de Zaragoza. L'heure la plus oppressante d'un mois d'août espagnol. Écrit par la fatigue, la faim, la dysenterie, les nuits blanches passées à lutter contre des centaines de poux acharnés, j'étais assis sur la première marche du petit escalier qui me-

filtraient sous la gaze du pansement sans provoquer de ma part la moindre réaction. Un autre spectacle retint mon attention: violemment poussé par deux gardiens, Ricardo était entré. Déjà la grille se refermait derrière lui. Les bras ballants, le corps légèrement penché en avant, la tête fraîchement rasée, vêtu d'un



naît à l'infirmerie de la prison. Parmi quelques dizaines d'éclipsés exténués, j'attendais que la bonne assure de service, ou plutôt la duègne revêche et méprisante qui en tenait lieu me fit signe d'entrer et me livrât aux doigts d'inhabiles et brutaux d'un prisonnier politique espagnol, apprenti infirmier... D'un air doux et confiant, il allait fourrager dans la plate de mon pied gauche qui, chaque jour, saupurrât et se croissait davantage.

bien impeccable, il se tenait immobile. Ses yeux étranges fixaient un point imprécis au milieu de la cour. Je cherchais à suivre son regard sans parvenir à discerner ce qui m'intéressait tant. Un gardien sanglé dans son uniforme verdâtre passa près de lui et lui cria, désignant le sol du doigt: „Aqui, aqui, Ricardo, venga... venga...“

Ricardo se jeta en avant, les bras tendus. A quatre pattes, il renouait la poignée... Puis, se relevant, il carena amoureusement du regard sa découverte: une bague de stylo. Il s'assit à l'orientale et, tremblant, retira un collier qui lui pendait sur la poitrine: une fiole à laquelle il avait enfilé quelques pièces de monnaie, un manche de culler, des anneaux de cuivre des boutons d'uniforme... Il y ajouta avec de multiples précautions son nouveau trophée. Son regard, où brillait une joie intense, croisa le mien.

qui se fixait intentionnellement. Ses pauvres yeux de chien heureux rayonnaient... Un sourire illuminait son visage brûlé par le soleil. Ricardo était immensément satisfait. Comprend-il mes pensées? Il vint à moi, s'assit à mes côtés et me tendit son collier que j'admire et dont il faisait miroiter chaque pièce au soleil. „Buena, buena, Ricardo...“

„Muy bien!..“ Il me fixa encore. Je ne faisais pas un geste et souriais malgré la brûlure de mon pied.

Brusquement il se leva et mit à tourner en rond, en suivant les murs, balanciant le tronc de droite à gauche, comme un ours en cage, les yeux fixés au sol, soulevant sous ses espadrilles blanches une fine poussière. Trois internés espagnols s'approchèrent de lui; avec de grands éclats de rire ils le firent rouler à terre. Affolé, Ricardo se dégagea et continua son chemin. Un gardien à quelques pas de là, contemplant la scène, Je me rappela...

J'avais fait la connaissance de Ricardo deux mois auparavant, dès mon entrée en prison. J'avais essayé de lui parler: il avait fini en poussant d'incompréhensibles bêgalements. „Reçu trop de coups de bâton“, m'expliqua un geôlier, en montrant toutes ses dents dans un large sourire. Le geôlier me monta aux lèvres. Aujourd'hui un autre gardien se divertissait. Quel était le plus fou, le plus inconscient? De cet homme qui avait perdu l'esprit dans les salles de torture franquiste, ou de ce garde-chiourme, de cette brute à caractère plat? Ricardo avait perdu l'esprit, il ne parlait plus; il ne parlerait jamais plus. De quel s'était-il donc rendu coupable? De quel crime? Peu m'importait.

Pour moi c'était un monde que je découvrais, un monde de cruauté. Ces hommes, « défenseurs de la chrétienté », « maternels de l'ordre... » Voilà quelle était leur œuvre... Et ils s'en vantaient! Ils avaient fait une bête d'un homme, ils avaient fabriqué scientifiquement un pauvre idiot qui se jetait sur tout ce qui brillait...

Une grande détresse, dans un monde barbare... Une détresse qui ne pouvait se transformer qu'en une haine invincible pour toute cette « plèbe impie », digne de la police nazie. Une haine implacable pour les valets et les maîtres, une immense pitié pour un fou qui ne pouvait reconnaître personne... „Venga, venga...“

C'était mon tour... Le bêtouille de l'apprenti infirmier ne me fit même pas sursauter. Je regardais dans la cour par la fenêtre. Je cherchais Ricardo, mon humble et pauvre ami. Il tournait toujours au soleil, le dos voûté, les bras écartés, personnifiant en lui toute la misère et l'horreur d'une guerre sans pitié...

André NEL  
GAUDEL  
STRASSBOURG

# NOS ECHOS

COMME LE TEMPS PASSE...

Le 20 MAI 1947 mercredi à Saint-Etienne Emmanuel, marquis de Grouty. Cet ancien sous-lieutenant des gardes du corps avait adopté les idées nouvelles et s'était distingué pendant les premières guerres de la Révolution qui le fit, en 1793, général de brigade. Père d, son grade par le décret qui excluait tous les nobles, il s'engagea comme simple soldat et obtint bientôt sa réintégration. Il fut de toutes les grandes batailles de l'Empire et gagna son bâton de maréchal pendant les Cent Jours. Il son absence fut faite à Napoléon lors de la bataille de Waterloo, c'est à ce dernier seul qu'il faut en imputer la faute car il l'avait laissé sans ordres.

JE RESSUSCITERAI A VINOT HEURES...

La police de New-Delhi vient de se trouver devant un cas sans précédent dans les annales policières. Au cours d'une manifestation de mécontents hindous, l'un de ceux-ci arriva en « frisson » et mourut à son arrivée au poste de police au grand embarras du commissaire qui ne savait quelle tournure prendrait l'affaire. La mort ayant été constatée par deux médecins on se prépara à envoyer le corps en cimetière. Mais les disciples du mécontents déclarèrent alors qu'il ne s'agissait que d'une manifestation et que le mort ressusciterait à 20 heures précises. Les policiers se demandèrent si on ne se moquait pas d'eux mais ils furent en peu plus surpris de voir le « saint homme » revenir à la vie à l'heure dite et demander à être conduit à sa cellule. Voilà un moyen original de laisser compagnie à des indésirables tout en leur faisant une belle peur et il serait bon de connaître la recette.

DES SOURDS-MUETS AU TRIBUNAL

UN procès original vient de se dérouler à Vienne dans une atmosphère de Grand Guignol. La cour d'assises avait à juger deux sourds-muets coupables d'avoir assassiné deux compagnons d'infortune: un homme qu'ils voulaient dévaliser et une femme dévouée de crime. La salle d'audience avait été envahie par une foule de sourds-muets, anciens camarades des accusés et des victimes, et qui firent leurs dépositions par gestes.

Il avait fallu faire appel à une infirmière de la ville connaissant le langage des sourds-muets. Les débats qui ont duré deux jours, se sont ainsi déroulés dans un silence relatif, mais les gestes et l'expression des visages s'étaient par moments éloquentes. Lorsque le verdict fut prononcé, c'est l'interprète qui le fit connaître en faisant le signe de la mort: les bras en croix sur la poitrine. Les deux criminels secouèrent la tête.

CRUELLE SURPRISE...

UNE jeune fille de Yaich répète pour sa beauté et son caractère exemplaire, venait d'épouser un jeune propriétaire de son village. Mais quelle ne fut pas la surprise du jeune marié en s'apercevant que sa charmante femme était tout simplement... un homme. La jeune fille qui était de bonne foi fut envoyée à la faculté de médecine de Caen qui se fera vraisemblablement un bon garçon. Cela est très bien pour celle-ci qui se peut qu'elle ait du mal à s'adapter à sa nouvelle condition, mais que penser de l'état d'esprit du jeune marié tout fier d'avoir épousé la meilleure jeune fille du pays et qui se retrouve soudainement célibataire que la veille de ses noces.

Au Pays des cigales lorsque les gitans honorent leur reine...

Provençaux et Languedociens et Bretons attachés à leurs traditions se sont depuis quatre jours rendus en grand pèlerinage à Saint-Martin-de-la-Mer devant l'antique basilique fortifiée, abrite les reliques des saintes Marie-Joséph et Marie-Madeleine.

cratoire de l'église supérieure, est ensuite descendue dans la basilique. La nuit suivante est consacrée aux prières et aux cantiques. C'est alors, qu'après minuit, les gitans, dont la présence est une péroration un cachet toujours pittoresque ajoutant à la crypte, apportent à Sara la Noire, leurs ex-voto. Une grande messe solennelle, présidée à la messe par le curé de la paroisse, est suivie de la pittoresque bénédiction des Bots...

Ce sont ces traditions rapportées dans la « légende dorée », les saintes femmes, dont la mission était de suivre le Christ et les apôtres pour pourvoir à leurs besoins, furent avec saint Lazare, sainte Marie-Madeleine, sainte Marthe, saint Maxime, Joseph d'Arimatee, Sidonie et leur servante Sara la Noire, embarqués de force sur une nef en mauvais état qui miraculeusement dirigée par la puissance divine, vint à s'échouer sur la côte provençale. Tandis que Lazare et Marie-Madeleine débarquèrent à Marseille pour l'évangéliser les autres saints et saintes aidées de Sara et de Sidonie, abandonnèrent une petite construction pour abriter le premier autel chrétien de l'Occident.

LE DERNIER VŒU D'ALAIN GERBAULT VA ETRE EXAUCÉ  
Laval, ville natale d'Alain Gerbault, vient de s'associer en guise que permettra à un vœu partiel de Saigon, en juillet prochain, pour se rendre à Timor et repasse le corps de célèbre navigateur, de transporter celui-ci dans l'île de Para-Bora où Alain Gerbault avait toujours souhaité le être inhumé. Une souscription publique vient d'être ouverte à cet effet par la section locale de la Ligue maritime et coloniale.

MOTS CROISES  
PROBLEME N° 432  
SOLUTION DU PROBLEME N° 431

## Mainzer Ausspracheabende

Ein Beitrag zur politischen Erziehung

Diskussionen sind heute beliebt. Nach den Jahren des erzwungenen Schweigens, der Gleichschaltung und der Uniformierung leht der Deutsche wieder auf und freut sich des demokratischen Glücks, ohne Furcht vor Palast- und Gestapoapparat in freier Rede in aller Öffentlichkeit seine Ansichten über den Weltlauf, über die großen und kleinen Dinge der Politik kundtun zu dürfen.

Die Klagen des Genies, des Witzes, auch der Ironie und der Satire zu kennen, wird schon als Bezeichnung und als Glück empfunden, besonders wenn schon durch Zeitungen und Plakate dem aufgedeckt wird und Persönlichkeiten des öffentlichen Lebens als erste sich in diesem modernen Wettkampf der Geister zur Verfügung stellen, Frank und frei kann hier von der Leber weg geredet werden.

Die Mainzer Volkshochschule unter der stützigen Leitung des bekannten Schriftstellers Josef Rudolph ist ein solches modernes Institut der öffentlichen Meinungsbildung, der Zeitkritik, ein Kognitiv der Geistes, eine auch eine Bildungsstätte der politischen Erziehung. Die Mainzer Volkshochschule, die von den Gewerkschaften maßgeblich getragen wird, hat in Verbindung mit dem Kulturbund und der Mainzerischen Kulturbewegung öffentliche Ausspracheabende eingerichtet, auf denen von drei oder vier Rednern einleitend Körperkräfte von zehn Minuten Dauer gehalten werden, die möglichst die Gesprächlichkeit der Aufmerksamkeit hervorbringen lassen und denen sich eine freie Diskussion anschließt. Jeder, der sich dem beugen will, ist und etwas von

Waffenstillstandstage, eines gemeinsamen wohlgeleiteten Abend mit Rednerinnen und Liedern antiliberalen und völkerverständlichen Charakters. Die nächste Diskussion ging um die Sozialisierung. Das Thema war aus einer Vortragende erwachsen, die Oberbürgermeister Dr. Kraus-Meiss über soziale Probleme der Gegenwart gebildet hatte. Der Abend war überfüllt, ein Zeichen, welches Interesse dieses breiten Schichten politisch-wirtschaftlichen Problem unserer Tage von allen Seiten entgegengebracht wird. Dr. Kraus gab die historisch-soziologische Einführung in den ganzen Fragekomplex. Dr. Hebold behandelte die Sozialisierung von der Arbeiter, Dr. Berner von sozialistischen Standpunkt aus, Professor Dr. Noth, v.d. Nelmer sprach als Plenumschlichter zu dem Problem. Geisteswissenschaften sind dem Bedauern des Betrachters sich jedoch in der Erregung des Weges, in der Abgrenzung und in der einschlagenden Methode.

Ebenfalls höchst besucht war ein Abend mit dem Thema: „Was erwartet die deutsche Presse?“ der für die anwesenden Presseleute die Bedeutung über die Psyche des Lesers von heute von besonderem Interesse war. Es sprach ein Politiker, ein Schriftsteller, eine Frau und ein Redakteur. In der Diskussion ergriffen die Parteien und Journalische, Wissenschaftler und Wirtschaftler das Wort. Viel Gutes wurde nicht über die Presse gesagt, die Unzufriedenheit und der Unwille überwogen weit die Anerkennung des von der Presse geleisteten Gutes. Wohl wurden die Schwierigkeiten der Pressearbeit erkannt, jedoch eine größere Verbundenheit mit den Lesern und ein tieferes Eingehen auf ihre Wünsche ersehnt. Absolute Objektivität in der Nachrichtenvermittlung und partielle Befreiung der politischen Parteien von der Hauptforderung an die überparteiliche Presse, für die sich in Urteilen der weitesten grüßen Teil der Zuhörer ausgesprochen.

freie Eingehen auf ihre Wünsche ersehnt. Absolute Objektivität in der Nachrichtenvermittlung und partielle Befreiung der politischen Parteien von der Hauptforderung an die überparteiliche Presse, für die sich in Urteilen der weitesten grüßen Teil der Zuhörer ausgesprochen.

NOUVELLES DE FRANCE  
Bismarck 210 Oberkaysern bei Presse-Vertrieb Trank, München 27

STADTMUSIKDIREKTOR zu neuer Ernennung auf allen Gebieten der Orchestermusik, auch Bläsermusik, (auch pädagog. u. organist. best.) nicht Stellung als Solist in Mittel- od. Kleinstädten, evtl. auch als Leiter bzw. Erprobter Werke od. Anstaltskapelle. Gefl. Angeb. mit. FM. 2311 an Assistenten-Fachk., München 2, Weinstraße 47.

PROTRAIT u. KUNSTBLATTVERTEILER sucht für die gesamte britische Besatzungszone zur Ergänzung einer bestehenden Organisation erstklassige Fotografen mit eigener Kleinbildkamera und techn. Wissen, Befähigung Gern Umgang mit Kamera. Geboten wird Garantie-Gehalt, Höchst-Provision, Tagelohn, Angebote erb. und. Nr. 1728 an Kapf., Ass.-Exp., Hannover, Georgstraße 11.

SCHNEIDER mit Familie sucht zum 1.7. oder später Stellung als Zeichner in einem Betrieb in Amerika, od. franz. Zone bevorzugt. Angebote mit. Nr. 1730 an Kapf., Ass.-Exp., Hannover, Georgstraße 11.

Früh steht. So haben die Ausspracheabende auch ihren direkten Beitrag zur politischen Erziehung und Klärung der Tagesfragen gegeben. Sie sind zu einem willkommenen Podium geworden, auf dem sich die geistig interessierten aller Richtungen und jeden Alters in gegenseitiger Achtung als lebendige Beweise einer fruchtbaren Demokratie begegnen. Demokratie kann man nicht lehren, man kann sie nur verstehen. In den Mainzer Ausspracheabenden geschieht dies in vorbildlicher Weise. O.Z.

ACHTUNG: ANZEIGENVERTEILER! Wer übernimmt Interessentenvertretung für den Verkauf unserer Wertpapiere an allen Filialen der britischen Zone? Angeb. mit. W. 3317 Ass.-Exp., Wilhelm Wilkens, Hamburg 1, Prossstraße.

SUCHE mit Leuten in Verbindung zu treten, die Bekannte in Südamerika haben, zwecks Auswanderung. Herbert Lech, Herrmannstr. 10, Neuenhaus.

ACHTUNG: Heimbekamer aus dem Ostland! Wer kennt und kann Auskunft geben über den Verkauf von Oberwachmanns Rudolf Prüll, geb. 12. 11. 1913 in Groß-Bronnrode, Kr. Braunschweig, Letzter Pöppel-Nr. 143 672, Luftwaffenamt Dresden. Letzte Nachricht vom 27. 3. 1945 aus dem Raum Göttingen. Nachrichten erbeten an: Frau Margt Prüll, (200) Groß-Bronnrode Nr. 60, Braunschweig.

BRASILIAN. Wer kann Kaufmann, Auftrags 30, gegen 700 gegen zwecks baldiger Auswanderung nach dort oder anderen südamerik. Staaten. Angeb. mit. Nr. 1735 an Kapf., Ass.-Exp., Hannover, Georgstraße 11.

IN HANNOVER, bei Sportplatz günstig. Anzeigengestaltung frei, wenn Material zur Dadrückstellung geliefert werden kann. 220 qm, evtl. mehr, auch geteilt. Angebote unter Nr. 1751 an Kapf., Ass.-Exp., Hannover, Georgstraße 11.



AUSLAND

Pax Americana

(Fortsetzung von Seite 1)

An Isolationskurs. Ohne daß man ihn vielleicht einem unbedingten Parteilager der Truman-Politik nennen kann, ist er mit gewissen Nuancen ihr Befürworter.

Bei der Vergangenheit Hoovers ist es nicht verwunderlich, wenn er an die Spitze seiner Politik Maßnahmen zum Wiederaufbau Deutschlands, Japans und Koreas setzt. Das amerikanische Kriegsministerium veranschlagt die Hilfe, die für die Durchführung eines solchen Programms notwendig ist, auf 725 Millionen Dollar. Hoover setzt sich nicht nur für die Billigung dieser Hilfe ein, sondern fordert darüber hinaus, daß alle amerikanischen Hilfeleistungen auf schnelle Zusammenfassung werden, um den industriellen Wiederaufbau im Ausland herbeizuführen. Er sieht in diesen Maßnahmen das einzige Mittel, um die amerikanischen Steuerzahler vor noch weit größeren Ausgaben zu bewahren. Wir müssen es uns versetzen, ihn einzeln auf die Vorschläge Hoovers einzugehen. Aber es wäre sicherlich wissenschaftlicher, wenn die von ihm angeregte Erklärung der USA über ihre Unterstützungspolitik abgelehnt würde. Sie ist in sich die stärkste Grundlage der Pax Americana, die Washington heute zu verfolgen sucht. Soll die Welt die richtige Entscheidung können, so müssen für die Möglichkeiten dazu geschaffen werden, und eine solche Erklärung würde sie schaffen. Auch der Streit der Angehörigen in den USA selbst wird mit ihr eine größere Präzision erfahren, und man würde bald erkennen, ob die Vorwahlen, die soeben im Staat Washington den Demokraten eine weit größere Gesamtzahl von Stimmen als den Republikanern haben, das unfehlbare Anzeichen für Bestehen oder Revision der Truman-Politik sind. Für die Entwicklung des Weltfriedens ist nichts so maßgebend als die amerikanische Entscheidung um die Truman-Doktrin.

Die Praxis der Atom-Energie

Auswertung der Bikini-Erfahrungen

LONDON, 28. Mai. — Die britische Flotte wird im Verlauf ihrer Sommermanöver, die am 31. Mai beginnen, die Erfahrungen der Atombombenversuche von Bikini auswerten. Vor allem soll das Auseinanderreißen schwerer Flotteneinheiten geübt werden. In britischen Marinekreisen wird den Manövern eine besondere Bedeutung beigemessen und zwar deshalb, weil die Atombombenversuche von Bikini wichtige Hinweise gegeben haben, mit welchen Schäden unter Kriegsbedingungen auf See unter Einwirkung durch Atombomben gerechnet werden muß.

Britische Flottenschlepper wollen die Erfahrungen von Bikini auf die Frage des Baus starker Streikkräfte anwenden. Das erste Schiff der britischen „Atomflotte“ ist bereits im April in Belfast vom Stapel gelaufen. Es handelt sich um den 18 000 Tonnen Flugzeugträger „Centaur“ zu dessen Ausrüstung, wie gut unterrichtete Kreise annehmen. Raketen und ferngesteuerte Geschosse gehören. Die modernsten Düsenflugzeuge können von ihm aus eingesetzt werden.

Lilienthal fordert Aufklärung

CHICAGO, 28. Mai. — Über die Notwendigkeit des öffentlichen Verständnisses für die Art und Weise, wie die Entwicklung der Atomenergie durchgeführt werden soll, gab der Vorsitzende der amerikanischen Atomenergiekommision, Lilienthal, vor der Presse Auskunft. Er führte aus: „Wir können meiner Ansicht nach keine weise Entscheidung über diese große und verblüffende Entdeckung und deren zukünftige Anwendung für den Frieden und die Sicherheit treffen, wenn die Bürger kein Verständnis für die grundlegenden Tatsachen und für die Anwendungsmöglichkeiten dieser Entdeckung haben. Es ist wahr, daß das amerikanische Volk ohne die Zustimmung anderer Völker keine internationale Maßnahme treffen kann, um die Gefahr eines Atomkrieges zu bannen. Aber wenn wir als Volk die Folgen, sowohl die zerstörenden als auch die aufbauenden die-

ser neuen Macht wirklich verstehen, so ist mit einiger Phantasie zu hoffen, daß einmal die Zeit kommen wird, in der die Völker der Erde erkennen werden, daß es ohne internationale Abkommen zum Schutze der ganzen Welt gegen den Mißbrauch der Atomenergie keine Sicherheit geben wird.“

General Eisenhower ruft zur „Antikriegskampagne“ auf

NEW-YORK, 28. Mai. — General Eisenhower, der Chef des amerikanischen Generalstabs, forderte in einer Ansprache vor Vertretern der Versicherungsgesellschaften das amerikanische Volk zu einer „Antikriegskampagne“ auf. Von den Kindertagen angefangen bis zu den höchsten Stellen der Regierung müsse der Krieg als das angebrochen werden, was er in der Tat auch sei, nämlich ein Unglück und ein Ergebnis menschlichen Irrsinn und menschlicher Unkenntnis.

Eisenhower schlug ein Programm vor, nach welchem jeder Staatsbürger lernen soll, die Ursachen des Krieges zu erkennen und die Verantwortung dafür auf sich zu nehmen, diese Ursachen nach Kräften aus der Welt zu schaffen. Eisenhower's Programm fordert ferner Wachsamkeit gegenüber der Interesslosigkeit, wodurch die Kontrollen gegen den Ausbruch eines Krieges geschwächt werden könnten, und die Bereitschaft des Landes, als geschlossene Macht zu handeln. Wenn diese Grundsätze befolgt würden, dann gebe es keine Schwäche mehr, die zu einem Angriff benutzbar wäre, und auch keine Gleichgültigkeit, die von einer Kriegsausbruch führen könnte.

Eisenhower stellte die Forderung auf, daß die Vereinigten Staaten in der Antikriegskampagne die Initiative ergreifen sollten und betonte, Amerika werde in diesem Kampf gegen den Krieg gewiß viele Anhänger haben.

Wallace gegen Armut und Ausbeutung

PORTLAND, 28. Mai. — In einer Versammlung der „Fortgeschrittenen Bürger Amerikas“ erklärte der

Frankreich

Streikordnung zurückgezogen PARIS, 28. Mai. — Die Gewerkschaft der französischen Gas- und Elektrizitätswerkarbeiter zog ihre Anordnung zum Streik, die sie am Montag erlassen hatte, zurück. Nachdem der Streik am Dienstagabend in Kraft getreten war, lag Paris zum Teil im Dunkel, eine halbe Stunde später flammten jedoch die Lampen wieder auf. Die Abrufung des Streiks wurde durch Verhandlungen in letzter Minute zwischen der Gewerkschaft und dem französischen Arbeitsminister erreicht.

Französisches Außenministerium diskutiert Taß-Mitteilung

PARIS, 28. Mai. — Ein über Radio Moskau verbreiteter Bericht, wonach die USA versuchen, durch das Versprechen, ihre Truppen aus Frankreich zurückziehen, das Recht für einen Durchgangsverkehr amerikanischer Truppen durch Frankreich nach der amerikanischen Besetzungzone einzuhandeln, wurden vom französischen Außenministerium demontiert. Der Sprecher des Außenministeriums erklärte, daß an den seit dem 11. 4. laufend geführten Besprechungen zwischen britischen, amerikanischen und französischen Militärbeamten nicht geheimes sei. Außer etwa 3000 amerikanischen Armeesoldaten, die zur Zeit in Frankreich mit der Auffindung von gefallenen Amerikanern beschäftigt seien, befänden sich keine weiteren Truppen in Frankreich. Ein Eruchen der USA um Durchgangsverkehr ihrer Truppen durch Frankreich siehe unterhalb jeder Verhandlung.

China

Die kommunistische Offensive in China

SCHANGHAI, 28. Mai. Nach den neuesten Meldungen aus Schanghai haben die Kommunisten vier Stationen an der Eisenbahnlinie Mukden-Peking besetzt und beherrschen damit einen 30 km langen Abschnitt der Bahnlinie. Die Bahnstrecke Mukden-Peking ist die einzige Verbindungslinie zwischen China und der Mandchurie. In der Mandchurie selbst eröffneten die Kommunisten eine ausgedehnte Offensive, über 100 000 Mann sind im Angriff an den Seiten des Dreiecks Hsingking-Mukden-Kirin. Nach einer Reitermeldung besetzten die Kommunisten gleichfalls die Hauptstadt der Provinz Jehol, Chenghing.

Aus der Umgebung der Zentralregierung werden die ersten Stimmen laut, daß sich Zentralchina ohne sofortige Hilfe von außen nicht mehr den kommunistischen Angriffen erwehren könne. Dr. Lu Lung Tschu, der Sprecher der Demokratischen Liga, einer der bedeutendsten politischen Parteien Chinas, erklärte, daß die chinesische Zentralregierung ohne eine umfassende Hilfe der USA nicht mehr bestehen könnte.

Aus Schanghai und Nanking werden weitere Studentendemonstrationen und -streiks gemeldet. 55 Studenten wurden in Schanghai verhaftet.

Nicaragua

Staatsfriede in Nicaragua

SAN JOSE-COSTA RICA, 27. Mai. — Der Präsident von Nicaragua wurde nach einer Reitermeldung von der Armee des Landes gestürzt. Die Revolte soll von dem früheren Präsidenten Anastasio Somoza geleitet werden, der sein Amt am 1. Mai auf Grund der Wahlen vom Februar dieses Jahres an den gestürzten Präsidenten Arguello übergeben hatte. Berichte aus New-York lassen erkennen, daß dieser Umsturz völlig überraschend erfolgt ist. Der Generalissimo von Guatemala erklärte, daß er über den Aufbruch nur keine Mitteilung erhalten hätte. Er lehne es ab, eine Revolutionsregierung im Ausland zu vertreten.

Nicaragua — ein dünn besetzter Staat in Zentralamerika — grenzt im Norden an Honduras, im Süden an Costa Rica, im Osten und Westen wird das Land vom Atlantischen bzw. Pazifischen Ozean begrenzt. Die Armee Nicaraguas besteht aus 220 Offizieren und etwa 3400 Soldaten. Zum neuen Präsidenten von Nicaragua wurde vom Kongress Nicaraguas Leocadio Somoza gewählt.

Attlee vor dem Kongreß der Labour-Party

MARGATE, 28. Mai. — Vor dem Kongreß der Labour-Party sprach am Dienstag Ministerpräsident Attlee. Er gab seinem Vertrauen in die Politik des britischen Außenministers Bevan Ausdruck und sagte, Großbritannien verfolge eine Politik, die auf der Unterstützung der UNO basiere.

Attlee wies die Beschuldigung, die britische Außenpolitik sei von einer fremden Macht abhängig, energisch zurück. Diese Beschuldigung werde von Jenen erhoben, die selbst von einer fremden Macht abhängig seien.

Die Labour-Regierung habe sich in ihrer Uebersetz-Politik daran bemüht, allen britischen Untertanen zur Selbstverwaltung und zu einem höheren wirtschaftlichen Standard zu verhelfen.

Über die zukünftigen Ziele der Labour-Regierung führte Attlee aus, daß diese noch nicht die Hälfte der Zeit bis zu den nächsten Parlamentswahlen hinter sich habe, und sie beabsichtige, ihr Programm zu vollenden. Es handle sich um ein Programm auf weite Sicht.

Zur Innenpolitik erklärte Attlee, daß die Aktion der Regierung große Tätigkeitsgebiete unter nationale Kontrolle zu bringen und in Staatsbesitz zu überführen, nicht das Ergebnis einer wissenschaftlichen Theorie sei. Die Kontrolle werde so lange dauern, wie eine Rationierung besteht. Die Labour-Regierung habe eine Finanzkontrolle errichtet, und es werde heute von den Arbeitern an die Besitzenden weniger bezahlt. Es werde keine Mißstände mehr geben, weil geplant werde, die Regierung habe die Landwirtschaft entwickelt, und zum ersten Male in der britischen Geschichte werde die Politik des Landwirtschaftsministeriums von den Industriearbeitern gebilligt.

Abstimmungsieg der „Rebellen“

Die Exekutive der Labour-Party und die durch den Gesundheitsminister Bevan vertretene britische Regierung wurden mit 1 558 000 Stimmen gegen 1 555 000 Stimmen in der Frage der Abschaffung des Systems geschlagen, unter welchem ein britischer Landarbeiter aus sel-

nem Hause gewiesen werden kann, falls er sich entschließt, nicht mehr für seinen Arbeitgeber zu arbeiten, der ihm das Haus vermietet hat. Die in der Abstimmung erfolgreichsten „Rebellen“ der Labour-Party forderten, daß diese Arbeiter nicht aus ihrem Hause gewiesen werden dürfen, bevor sie eine andere Wohnung gefunden hätten.

Schaffung eines Propagandafonds

Die Labour-Party beschloß auf ihrer Jahreskonferenz, einen Propagandafonds einzurichten. Die Gelder des Fonds sollen sich nach zwei Jahren auf mindestens 100 000 Pfund Sterling belaufen. Jedes Mitglied der Partei und der Gewerkschaften soll durch Abgabe eines Schilling zur Finanzierung des Programms beitragen.

Deutsche Kriegsgefangene wohnen der Konferenz bei

Fünf deutsche Kriegsgefangene aus einem Lager, das in der Nähe des Konferenzzentrums Margate liegt, haben laut AFP die Genehmigung erhalten, den Debatte der Jahreskonferenz der Labour-Party beizuwohnen. Die Genehmigung wurde im Rahmen der „Demokratischen Erziehung“ erteilt.

Ein christlich-demokratisches Kabinett in Italien

ROM, 28. Mai. — Der mit der Regierungsbildung beauftragte bisherige Ministerpräsident De Gasperi erklärte, daß seine Bemühungen, eine Regierung auf breiter Grundlage zu bilden, an den Widerständen sowohl der Rechts- wie auch der Linksparteien fehlgeschlagen seien. Er werde jedoch seinen Auftrag noch nicht zurückgeben.

De Gasperi, der am 13. Mai zurückgetreten ist, weil die verschiedenen Ansichten über die Lösung der gegenwärtigen Krise zu einer Trennung von den Kommunisten und Sozialisten geführt hatten, gab bekannt, er werde versuchen, eine christlich-demokratische Regierung unter Hinzuziehung mehrerer Fachkräfte zu bilden.

Gründe der Krise

Über die Gründe der italienischen Regierungskrise schreibt das liberale englische Blatt Manchester Guardian, es bestehe wenig Hoffnung, daß sich nur der Anfang zur

General Eisenhower ruft zur „Antikriegskampagne“ auf

ehemalige amerikanische Handelsminister Wallace, Trumans antikriegliche Politik werde in Europa schneller Kommunisten auf den Plan rufen als irgendeine andere Macht der Welt. Ich möchte Europa nicht kommunistisch werden sehen, sondern ich wünsche, daß die Ideale der vier Präzedenzen von der ganzen Welt angenommen werden.“

Jeder Versuch, die Welt gegen die UdSSR zu vereinen, sagte Wallace, werde in der Vereinigung der Welt gegen Amerika enden. Westeuropa werde weder mit der UdSSR gegen Amerika, noch mit Amerika gegen die UdSSR kämpfen, weil es sich einen neuen Krieg einfach nicht leisten könne. Europa stehe heute vor einer derartigen Knappheit an Lebensmitteln, Brennstoffen, Bekleidung, Baustoff und anderen lebenswichtigen Gütern, daß es keine andere demokratische Antwort finden könne als den Sozialismus.

„Der Kommunismus kann nicht durch die Macht des Dollars oder durch die Macht der Waffen geschlagen werden. Nur wenn Armut und Ausbeutung aus der Welt geschafft sind, wird der Kommunismus seinem Ende entgegengehen.“ Wallace rief erneut dazu auf, alle Anstrengungen zu unternehmen, um zu einer Verständigung mit der UdSSR zu kommen.

Groß-Britannien

Großbritannien plant neues Wirtschaftsprogramm

LONDON, 28. Mai. Das britische Kabinett berät gegenwärtig ein neues Import- und Exportprogramm für die nächsten zwölf Monate, das vom britischen Schatzamt und dem Handels- und Versorgungsministerium ausgearbeitet wurde. Der neue Plan soll den Nahrungsmittelimport herabsetzen und andererseits die Ausfuhr von industriellen Gütern erhöhen.

Anwerbung ausländischer Arbeitskräfte

LONDON, 28. Mai. Der britische Arbeitsminister Isaacs erklärte, die Regierung beabsichtige, vollen Gebrauch von der Möglichkeit einer Anwerbung ausländischer Arbeitskräfte zu machen. Großbritannien habe mehr Arbeit als Menschen, die sie bewältigen können. Augenscheinlich befindet sich Großbritannien in einer Periode der Vollbeschäftigung. Wenn es jedoch nicht gelänge, mehr Arbeitskräfte zu erhalten, dann werde es in Kürze eine große Anzahl Arbeitsloser geben.

Griechenland

Unruhiger Balkan

ATHEN, 28. Mai. — Zwischen einem albanischen Schiff und einer griechischen Batterie auf der Insel Korfu kam es zu einem kurzen Feuergefecht. Das Schiff näherte sich der griechischen Insel und drehte, nachdem es einen kurzen Feuerwechsel mit den Küstenbatterien zu bestehen gehabt hatte, in Richtung Albanische Küste ab. Die albanischen Meldungen, wonach zwei griechische Flugzeuge eine Stadt auf albanischem Gebiet angriffen, werden von der griechischen Regierung demontiert. Die griechische Informationsabteilung gab hierzu bekannt, daß die Flugzeuge etwa 500 Partisanen auf griechischem Boden, unweit der albanischen Grenze, angegriffen hätten.

Wie aus Belgrad bekannt wird, hat Albanien an die UNO ein Protesttelegramm geschickt, in dem erklärt wird, daß durch dieses Angriff zwei Personen auf albanischem Boden getötet worden wären.

Sowjet-Union

Sowjetunion schließt Todesstrafe ab

MOSKAU, 28. Mai. — Durch eine Verordnung des Präsidiums des Obersten Sowjets ist die Todesstrafe für die UdSSR abgeschafft worden. In dem Text der Verordnung heißt es, daß der internationalen Lage nach der Frieden für lange Zeit als gesichert angesehen werden kann, auch wenn reaktionäre Kräfte versuchen, einen neuen Krieg zu entfesseln. Infolge der Hingabe des sowjetischen Volkes an das Vaterland und auf Grund der Hilfe des Gewerkschaftsverbandes erreicht der Oberste Sowjet die Todesstrafe für unfähig in Friedenszeiten. Als Höchststrafe wurde von Rußland eine Zuchthausstrafe von 25 Jahren festgesetzt.

UdSSR schlägt Mobilisierung der Presse vor

NEW-YORK, 28. Mai. — Die Mobilisierung der Weltpresse gegen den Faschismus und zur Propaganda für den Frieden schlug der sowjetische Vertreter beim Unter- und Außenministerium für Informationsfreiheit, der zur Zeit in New-York eine Konferenz abhält, vor. Diese sei wichtiger, so erklärte er, als die von Großbritannien und Amerika vorgeschlagene Abschaffung der Pressezensur. Der russische Delegierte bezeichnete einige amerikanische Zeitungen als Kriegshetzer und warf ihnen vor, von der Potsdamer Konferenz absichtsvoll falsche Meldungen gegeben zu haben. Die Meinung des russischen Delegierten fiel die Kritik durch den philippinischen Delegierten Lopez hervor, der erklärte, daß die Gefahren einer völlig freien Presse den Gefahren einer mangelnden Pressefreiheit vorzuziehen seien.

Kurzmeldungen

LONDON. — Laut BBC hat die amerikanische Militärmission in der Türkei ihre Besprechungen mit dem türkischen Generalstab begonnen. Die Mission wird die türkische Regierung bei der Verwendung der amerikanischen Aalthe beraten.

LONDON. — Laut AFP haben fünf deutsche Kriegsgefangene die Genehmigung erhalten, im Rahmen der „Demokratischen Erziehung“ jeden Tag ein Debatte der Konferenz der Labour-Party beizuwohnen.

LONDON. — Der ehemalige jugoslawische Botschafter in den Vereinigten Staaten, Konstantin Putsch, wurde von Belgrad gestürzt. Die UdSSR hat die Verhaftung von 500 jugoslawischen Kriegsgefangenen von Italien nach San Domingo (Haiti) in die Wege geleitet zu haben um sie dort als billige Arbeitskräfte auf Plantagen und in Fabriken zu beschäftigen. Wie der Sender weiter erklärt, wurde Politik von Jugoslawien in Washington unterstellt.

FRAG. — Zwischen Oberstverwundeter der Tschetschenowka ist ein Abkommen über den Grenzverkehr geschlossen worden. Der Abkommen, das von dem Innenminister beider Länder noch unterzeichnet werden muß, sieht eine freie Überquerung der Grenze bis zu einer Tiefe von 15 km vor.

KOPENHAGEN. — In der kommenden Woche wird die erste Abteilung der dänischen Brigade, die an der Besetzung des britischen Zonen Deutschlands teilzunehmen soll, in Deutschland einmarschieren.

HELSINKI. — Wie das finnische Außenministerium bekanntgab, wurde in der russischen Hauptstadt ein Abkommen über den Durchgangsverkehr zwischen Turkei, der nordgriechischen Inseln und Helsinki durch das russisch besetzte Perkalas abgeschlossen.

ST. LOUIS. — Vom amerikanischen Marineministerium wurde der Bau eines neuen Jagdflugzeuges, das eine Geschwindigkeit von etwa 1000 Stundenkilometern hat, bekanntgegeben. Die Maschine kann ca. 3000 kg in der Minute steigen und hat eine Reichweite von mehr als 3200 km.

MONTREAL. — Auf der Generalversammlung der Internationalen Luftverkehrsgesellschaft (ICAO) wurde dem Rat der ICAO empfohlen, das von der indischen Kommission vorgeschlagene Einheitsystem für internationale Begriffe (Flugzeugkennzeichen) so schnell wie möglich anzunehmen.

Ungeforderte Manuskripte werden nicht zurückgesandt

Nonvelles France. DIRECTION - REDAKTION ADMINISTRATION - ANZEIGEN-DRUCKEREI. Markstraße 4 - Ebertstr. 4 B. Fernsprecher: Konstant 700. Abonnement in der französischen Zone bei allen Postanstalten. In der restl. a. amer. Zone nur im Einzelhandel erhältlich. P. JULLIEN, Verwaltungsdirektor.

Platina KINDERCREME. FRANZ PLATH & CO. CHIM PARIS ORN. HAMBURG 1. Image of a woman's face.

Lernf Englisch und Französisch. SCHONHEIT, JUGEND! Alle Gebetszeiten zentralisch, Quellen, Bach, Straß, Jung u. ein. Schönheitsmassage zur Selbstverwendung allenthalb. Kosmetik-Institut, Kuhnstr. 140. BEI INDUSTRIE und Landwirtschaft ein-geführter Vertreter von leistungsfähiger Lieberichs für Mineralien und Eisen, Leber, Eisenpulver, Eisenpulver, durch Klinker, gepulv. Eisenpulver, T. Dicks, (224) Klinker, Rotherstr. 74.

Auskünfte. über Personen in allen 4 Besatzungs-zonen, Nachkriegszeit. (Karte Suchdienst, Privat-Auskunftei WILKENS, Hamburg 1, Hermannstr. 3, (Ugr. 100). RADIOHÖRGERÄTE. Schulpia für gut. Schreibrührer mit Zusatzschlüssel. Rognetier, getrock. 1000 Paris, von RM. 35.- (Lieferat. Paket-Versendung Post Maxyarak, (21) Holtenauer/Deläfer Nr. 110. Schriftdeutung! Charakter, Fähigkeit, Zukunfts-sicht, Beratung u. Verlobg. Ehe, Beruf, Stellenbesetzung (Schul-probe, Beruf, Alter, Vorkenntnisse 20.- RM.). Rippel-Schulpsychologisches Büro Göttinger 13, Hannoversche 13. DUAL-MOTOREN dringend gesucht. Ang. befrist. mit W 3218 Aus-Exp. Willem Wilkens, Hamburg 1, Presshaus. GLASPLATTEN in 4 Größen 8x8x3 cm. Dringend in jeder Menge ges. Angew. befrist. mit W 320 Aus-Exp. Willem Wilkens, Hamburg 1, Presshaus. BUCHBESITZUNGEN u. s. (Insa-zwischen u. Fachliteratur, Belletristik) durch Klinker, gepulv. Eisenpulver, T. Dicks, (224) Klinker, Rotherstr. 74.

ALMA - SCHNITTE. das unentbehrliche Zeichensystem für die Hausfrauen. Jede Schnitt ein Maßmodell. Sie können damit alle Gar-dorbs und Wäsche für jede Figur, auch für Kinder u. Wäsche für den Herrn herstellen. Das letzte Approximare 140 fort, 16 neuere Modelle mit über 300 Einzelheiten u. 40 Malen für alle Ober- u. Halbwelken. Einzelige Anzahlung Preis RM. 1,05 u. RM. 1.- (RM. Porto u. Nachnahme zu bezahlen durch Alma - Made (144) Ludwigstr. 78, Postfach 142. CHARAKTER und SCHICKAL ergin-fen wir durch wissenschaftl. Horoskopen. Zehnjährige Deutungsstunden von unserer wertv. Arbeit. Soeben Sie Ihr genaues Geburtsdatum, Tag, Monat, Jahr, Stunde u. Geburtsort, sowie den Honorarbetrag von RM. 6.- (ohne Geb.-Stunde RM. 5.-) und adri. Brief-schmähung an das Merkmal-Institut, (204) Prekes-Leine, Postfach. SELBSTLEITENDER WEIHNACHTS-BAUMSCHMUCK in 4 Grö.- u. Einzel-käufel. Wilhelm H. L. Meyer, Ham-burg 11, Kl. Eichenstraße 20-22. CHARAKTERSTUFTEILUNG, Beratung. Längere Schriftprobe, Alter und Beruf einsehen. Dr. Seibert, (246) Brunske 14, Göttingen. SCHALLPLATTEN-SCHNEIDAPPARA-TUR dring gesucht, evtl. Trauschob-ject. Ang. befrist. mit W 3219 Aus-Exp. Willem Wilkens, Hamburg 1, Presshaus.

BLB BADISCHE LANDESBIBLIOTHEK. Badische Landesbibliothek. Baden-Württemberg.



Comment la grève fut évitée

SUITE DE LA PREMIERE PAGE
N'aurait pas fait situation à leurs revendications. Hier soir les délégués de la Fédération de l'éclairage et des forces motrices (C.G.T.) sont tombés d'accord avec M. Daniel Mayer, ministre du Travail, pour soumettre le conflit à l'arbitrage d'une personnalité désignée en commun.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'ELECTRICITE SE REUNIT

Mardi, au début de l'après-midi, le conseil d'administration de l'électricité de France avait décidé de nommer une commission chargée de résoudre le conflit en cours. A 17 heures les membres de cette commission étaient réunis par M. Robert Lacoste, ministre de la Production industrielle. A l'issue de cette entrevue, le ministre déclarait :

« Les membres de la délégation de l'électricité de France n'ont fait connaître la position de leur organisme au regard du conflit et l'ont immédiatement transmis au président du Conseil le résultat de cette conversation. »

De leur côté, les représentants de l'électricité de France laissent savoir qu'ils avaient fait connaître au ministre un certain nombre d'éléments d'appréciation et que le résultat des conversations serait porté à la connaissance des intéressés. Ils se refusent, d'autre part, à toute déclaration concernant d'éventuelles propositions faites par le gouvernement.

LA FEDERATION OUVRIERE SOUHAITE DES POURPARLERS

A 20 heures le bureau de la Fédération de l'éclairage et des forces motrices (C.G.T.) se réunissait à son siège, 213, rue Lafayette. A l'issue de la réunion un communiqué était publié :

« Ce ne sont pas les organisations syndicales qui ont la responsabilité de conflits affirmant les revendications de la C.G.T. Elles ont métré le plus possible les demandes légitimes du personnel à qui se chicanent systématiquement, depuis 6 mois, ce qui est consenti aux autres corporations industrielles et aux travailleurs en statut. »

« Le bureau fédéral et la commission du comité national sont prêts à tout moment à recueillir les pourparlers auxquels le gouvernement a mis fin. »

« Faisant référence à l'entrevue du conseil d'administration de l'électricité de France avec le ministre de la Production industrielle, le bureau fédéral déclare :

« Nous avons été très sensibles à la position des conseils d'administration de l'électricité et du gaz de France, qui ont confirmé leurs déclarations précé-

entes, à savoir, qu'ils estiment légitimes et entièrement modérées les demandes du personnel. »

Enfin, le communiqué faisait état de l'agitation de la C.G.T. à la suite de l'allocution prononcée dans l'après-midi par le président du Conseil.

« Nous espérons que le président Ramadier dans son appel déclarerait qu'il envisage de reprendre les contacts et les négociations. Nous enregistrerons qu'il n'en a rien été. »

LE PROTOCOLE D'ACCORD

A 23 h. 30 une délégation de la Fédération de l'éclairage et des forces motrices arrivait au ministère du Travail. Elle était composée de M. Marcel Paul, président de la Fédération, Barthe, Pannier et Othway, secrétaires fédéraux. Les délégués étaient assésés reçus par M. Daniel Mayer.

A l'issue de l'entrevue on apprend que la grève n'a eu lieu, le ministre et les délégués ayant adopté un protocole d'accord, dont voici le texte :

« Le ministre du Travail, au nom du gouvernement d'une part, le secrétaire de la Fédération nationale de l'éclairage et des forces motrices d'autre part, sont tombés d'accord sur ce qui suit :

1° Une personnalité désignée en commun proposera dans le cadre de la politique gouvernementale et avant le 13 juin les solutions aux problèmes posés par la liquidation des questions en suspens ;

2° Cette personnalité sera sous réserve de son acceptation, M. Grunbaum-Ballin, président de section honoraire au Conseil d'Etat ;

3° Les revendications fédérales étant ainsi sauvegardées, l'ordre de grève formé par la Fédération est annulé ;

4° L'ordre de grève étant annulé, l'ordre de réquisition devient sans objet et également annulé.

UNE DECLARATION DE M. MARCEL PAUL

De son côté le colonel de M. Daniel Mayer, M. Marcel Paul faisait à la presse la déclaration suivante :

« Confier à une personnalité le soin de proposer des solutions aux problèmes posés par la liquidation des questions en suspens, c'est un moyen qui va permettre d'éviter les mesures prises à contre cœur par la Fédération de la C.G.T. et le conflit n'avait pas été réglé. »

Et M. Marcel Paul de poursuivre :

« L'indice de production pour le gaz et l'électricité dépasse de 30 % celui de 1933. Les électriciens et les gaziers veulent continuer sur ce plan encore. Le pays a besoin de kilowatts-heure et de kilomètres cubes de gaz. »

« Quant à l'ancien ministre de la Production industrielle, M. Daniel Mayer, il a déclaré que la Fédération de l'éclairage et des forces motrices participent en auto-contrôle, des contrôles, des contrôles afin d'annuler l'ordre de grève. C'est en effet vers 2 heures du matin que les câbles métropolitains devaient être coupés.

La bataille du blé

« Nous sombrerons tous ensemble si la France fait naufrage »

affirme M. Teilgen aux paysans

PARIS. — M. Pierre-Henri Teilgen a prononcé, mardi soir, une allocution improvisée sur la collecte du blé. Après avoir souligné que d'ici la prochaine récolte, il manquait 2 à 3 millions de quintaux de blé ou de céréales panifiables, pour assurer le pain de chaque jour, le ministre a insisté que 42 millions de quintaux, sur les 66 millions de la récolte normale avaient été livrés au 1er mai.

« Comme tout de suite autres nécessités, a-t-il déclaré aux paysans, il vous reste à coup sûr, les 4 ou 5 millions de quintaux indispensables à la soudure. »

« Les petits ruisseaux font les grandes rivières, a-t-il poursuivi en invitant chacun à livrer son blé, à son possesseur, que 3 ou 4 sacs. »

« La livraison de blé disponible est une nécessité qui ne peut pas se faire sans accorder les difficultés sociales, mais pour permettre à un desservant des régions et du dirigisme administratif. »

« Si le blé n'était pas livré de bon cœur, il faudrait, d'après M. Pierre-Henri Teilgen, non seulement maintenir, mais encore renforcer les mesures de contraintes. »

« Que chacun obtienne à sa conscience sans attendre le gendarme : elles nous permettraient d'inspecter et de contrôler. Le ministre du pays ne peut pas faire votre prospérité et nous sommes tous responsables si la France fait naufrage », a déclaré, en terminant, le ministre.

Le général Juin au Maroc

SUITE DE LA PREMIERE PAGE

mais l'union et l'amitié entre les peuples français et marocains. Le résident général s'est ensuite rendu place Lyauté où, en présence d'une foule considérable, il a déposé une gerbe de fleurs au pied du monument aux Morts.

Après avoir reçu dans l'après-midi les personnalités de la ville auxquelles il a offert un déjeuner officiel, il a quitté Casablanca par la route pour Rabat.

Néanmoins aux souhaits exprimés par les représentants de la population de Casablanca lors de la réception à la résidence générale, le général Juin a répondu une première allocution dans laquelle il a défini les grandes lignes de la politique qu'il compte suivre au Maroc.

Le général a dit tout d'abord qu'il avait tenu à déléguer à Casablanca même, car : « Casablanca est le foyer le plus éminent de l'œuvre française au Maroc. »

« Je n'étais pas candidat au poste de résident, a poursuivi le général Juin, mais j'ai obéi à la décision gouvernementale car, à mon âge, on ne pense plus à faire carrière. La mission est déjà faite et c'est ce qui me donnera la force d'entreprendre ce que je crois devoir faire et de prendre mes responsabilités. »

« Je suis venu ici, poussé par mon attachement à la terre marocaine. J'y suis arrivé il y a 23 ans déjà, aux côtés du maréchal Lyautey, mon maître vénéré. Je me suis intéressé à l'œuvre marocaine, surtout comme soldat et, à ce titre, j'ai participé à l'unification du Maroc. L'unité du Maroc, c'est la France qui l'a faite par l'œuvre de pacification qu'elle y a poursuivie, française et marocaine, tous nos y avons travaillé et parlé, dans les périodes tra-

giques, comme en 1911 particulièrement, lorsque le Maroc était près de se dissocier à la suite de l'ambition de certains nations. »

« Avant de rejoindre mon poste, j'ai reçu des instructions. Ce n'est pas ici le lieu d'élaborer des programmes. Je puis cependant vous dire que, dans l'ordre économique, je m'attacherais de toutes mes forces à suivre la trace lumineuse de mon prédécesseur, M. Erik Labonne. »

« Quant aux problèmes économiques, on peut les toucher du doigt même à Paris. Le Maroc avait été contraint à un système d'exportation dont il a souffert gravement. Ces problèmes sont évidemment très difficiles, à résoudre. Comme représentant de vos intérêts, je ferai tout pour essayer d'obtenir chaque jour davantage. Je me suis déjà efforcé d'obtenir des décrets et je suis intervenu avec insistance auprès du président Ramadier pour que le gouvernement accorde son effort au faveur du Maroc. J'ai également insisté auprès de nos chefs qui s'intéressent à la production industrielle. »

« Nous repartirons de ces problèmes lorsque vous demanderez vos avis et j'espère que vous répondrez avec une confiance égale à celle que je place en vous. »

« Dans l'ordre politique, a poursuivi le général Juin, je m'attacherais à réaliser les réformes indispensables. Je le ferai en parfait accord avec sa majesté le sultan dont je connais l'esprit de sagesse et de mesure. »

« Cette œuvre s'accomplira dans le cadre du libéralisme, du progrès social et aussi du progrès matériel qui convient à ce pays. »

« Aucune puissance au monde ne peut se désintéresser du Maroc. C'est pourquoi il faut prévoir encore un certain temps avant que s'achève harmonieusement l'évolution du Maroc vers le statut d'un pays qui se gouverne lui-même. Evidemment, il y aura un terme au travail dans un sens actuel, mais seulement lorsque cette évolution sera achevée. C'est dans cet esprit que je maintiendrai l'ordre, que je prendrai mes responsabilités et que je ferai en sorte que l'activité reprenne son véritable sens en mettant chacun à sa place. »

Le général Juin s'est ensuite rendu à Rabat où il a fait son entrée officielle. Tout le long du parcours une foule considérable stationnait, composée par des cavaliers marocains.

Pour faire échec aux partis adverses le Viet Minh lance la « Ligue pour l'Union nationale du Viet-Nam »

PARIS. — A la suite des diverses informations diffusées par le radio vietnamien, les milieux autorisés à Paris déclarent ne pas avoir connaissance de fait que le gouvernement Ho Chi Minh aurait fait tenir des propositions écrites aux autorités françaises.

« La radio du Viet-Nam n'a continué pas moins à diffuser des informations dans le même sens. Elle a également lancé un appel de la « Ligue pour l'Union nationale du Viet-Nam ». »

« Il semble que cette nouvelle ligue ait été constituée en réplique au mouvement d'union qui se dessine dans certains milieux pour refuser au Viet Minh le monopole de la représentation nationale. »

L'appel déclare en substance que la ligue comprend tous les groupes de patriotes qui se refusent à être esclaves. Elle reconnaît comme seul légal le gouvernement Ho Chi Minh et refuse à toute autre personne le droit d'entretenir des relations extérieures. Elle déclare que l'unité du Viet-Nam signifie un seul gouvernement central pour les trois Kys, les organes administratifs de chacun d'eux étant élus par la population locale et demeurant sous la direction de gouvernement central.

« L'indépendance consistant pour le Viet-Nam à avoir sa propre assemblée nationale, son propre gouvernement, sa propre représentation diplomatique. A l'occupation des affaires indiennes, des finances, de l'économie et de la défense nationale. La ligue est disposée à collaborer amicalement avec le peuple français dans le cadre de l'Union française, sur la base de la liberté et de la dignité. »

L'appel se terminait par la condamnation des rétrogrades qui se sont mis sous la protection des troupes françaises et par une invite à « la résistance jusqu'à la victoire ». »

AU CONGRES de l'Union des femmes françaises

PARIS. — Le congrès de l'Union des femmes françaises a continué ses travaux. Parmi les 2.500 déléguées qui assistaient à la séance on remarquait notamment Mmes Jeanette Vermeersch, Marie-Claude Vaidier-Conturier, Jeanne Sellier et Elsa Triollet.

Mme Cottin, maître des requêtes au conseil national des recherches scientifiques a étudié la question de la conciliation de droit au travail et du droit à la famille pour la femme.

« Il est impossible de se priver de la main-d'œuvre féminine, a déclaré l'oratrice. La solution d'avenir sera sans doute celle qui consistera à ouvrir des crèches et des garderies. »

L'après-midi, Mme Joliet-Curie a expliqué comment l'énergie atomique, actuellement arme dangereuse, pourrait dans l'avenir, apporter une aide précieuse pour tous les pays.

Mme Cottin, maître des requêtes au conseil national des recherches scientifiques a étudié la question de la conciliation de droit au travail et du droit à la famille pour la femme.

« Il est impossible de se priver de la main-d'œuvre féminine, a déclaré l'oratrice. La solution d'avenir sera sans doute celle qui consistera à ouvrir des crèches et des garderies. »

L'après-midi, Mme Joliet-Curie a expliqué comment l'énergie atomique, actuellement arme dangereuse, pourrait dans l'avenir, apporter une aide précieuse pour tous les pays.

RADIO MILITAIRES: le service à domicile pour l'expédition de nos modèles 1947 MARCONI, POINT-à-POINT, RADIO-L.L., LECO, ARCO, SCHNEIDER et FOMINI. Grand choix de nos appareils. RADIO-BRAUN et tout le matériel, à 10 % de la Place Diderot. Vous serez servis par un ancien combattant.

LES GREVES EN FRANCE...

A Montluçon, les ouvriers des mines Dunlop ont, après une réunion de leur section syndicale, décidé de déclencher une grève partielle pour protester contre le fait que les primes attribuées aux entreprises industrielles ne s'élevaient pas au même Dunlop. Dans le cas où satisfaction ne leur serait pas donnée, les ouvriers envisageraient l'arrêt total du travail.

A Boulogne, les ouvriers des usines d'« Air liquide » ont participé à un vote pour ou contre la reprise de travail. Par 339 voix contre 38, ils ont décidé de poursuivre leur mouvement. Ce déclare que par ce vote, les ouvriers ont déclaré qu'ils maintiennent la sentence arbitrale du ministère du Travail rendue vendredi dernier et accordant aux salariés une prime provisoire de 3 fr. de l'heure.

A Paris, les manifestants des usines de charbon Gaillet ont désigné les chantiers. Le désaccord provient du refus opposé par les patrons aux revendications ouvrières concernant une augmentation de 5 fr. de l'heure avec

rappel du 15 février, comme prévu au « Journal officiel ». A Courbevoie, les 300 employés de la cristallerie Joselin, Bonneloy et Cie ont cessé le travail pour une question de salaires, et occupent les établissements de l'usine.

Informations politiques

LES MINISTRES NE SONT PLUS AUTORISES A PRONONCER DES DISCOURS POLITIQUES

PARIS. — Le ministère de la Justice, des Arts et des Lettres communique : Dans la séance qu'il a tenue vendredi 22 mai à 21 h., le conseil de cabinet a décidé qu'à dater du 27 mai et jusqu'à nouvel ordre, aucun membre de gouvernement n'assisterait à un banquet public et ne prononcerait en public des discours politiques.

Les déclarations des ministres seront circonscrites aux strictes obligations que

leur imposent les charges de leurs fonctions.

CONFERENCE INTERMINISTRIELLE SUR LA QUESTION DES SALAIRES

PARIS. — Une conférence interministérielle s'est tenue au ministère de l'Economie nationale sous la présidence de M. André Philip, en présence de M. Lacombe, ministre de la Production industrielle, Daniel Mayer, ministre du Travail et Cusin, secrétaire général à l'Economie nationale. La réunion a porté sur l'étude de la question des salaires.

leur imposent les charges de leurs fonctions.

CONFERENCE INTERMINISTRIELLE SUR LA QUESTION DES SALAIRES

PARIS. — Une conférence interministérielle s'est tenue au ministère de l'Economie nationale sous la présidence de M. André Philip, en présence de M. Lacombe, ministre de la Production industrielle, Daniel Mayer, ministre du Travail et Cusin, secrétaire général à l'Economie nationale. La réunion a porté sur l'étude de la question des salaires.

nière heure... dernière heure... dernière heure... der

LA JOURNEE A PARIS

LA JOURNEE A PARIS D'une longue discussion a jailli la lumière et les travailleurs parisiens ont pu, ce matin, prendre le métro comme à l'accoutumée pour se rendre à leurs usines ou à leurs bureaux.

C'était à 2 heures, cette nuit, que les câbles du train souterrain devaient être coupés. Il était donc temps que l'ordre de grève du personnel du gaz et de l'électricité fût annulé.

De son côté le gouvernement a rapporté le décret de réquisition pris samedi.

LES BASES DE L'ACCORD

Aux termes de l'accord intervenu cette nuit entre M. Daniel Mayer et la Fédération de l'éclairage et des forces motrices, il a été admis de part et d'autre que M. Grunbaum-Ballin, président de section honoraire au conseil d'Etat, proposerait avant le 8 juin « les solutions aux problèmes posés par la liquidation des questions en suspens. »

AU CONSEIL DES MINISTRES

Le conseil des ministres de ce matin a eu à enregistrer ce protocole d'accord. C'est d'ailleurs surtout aux problèmes sociaux que les délibérations gouvernementales ont été consacrées.

M. Daniel Mayer a, en effet, préparé les décrets d'application du nouveau « modus vivendi » sur les salaires qui comporte, au total, le relèvement à 7.000 fr. du minimum vital et l'élévation à 84.000 fr. de l'exonération à la base de l'impôt sur le revenu.

En outre, il a été question des élections municipales d'octobre. Le mode de scrutin envisagé serait la proportionnelle pour les grandes villes et le scrutin majoritaire pour les autres agglomérations.

UNE INFORMATION EST OUVERTE CONTRE M. ROUSSY

Enfin, le Conseil a étudié les

te déposé par le ministre des Finances contre M. Roussy recteur de l'Université de Paris.

Celui-ci est accusé d'empêchement frauduleux de bons du Trésor et d'un certain nombre d'autres opérations financières délictueuses. Un notaire, qui présente les bons sous un nom étranger, fait également l'objet de poursuites. Les opérations auraient porté sur un total de 22 millions de francs. Des commissions rogatoires ont été données pour ces affaires, qui peuvent subir un développement, à la section financière de la police judiciaire.

LES SPECTACLES

Dans la tribune des spectacles, deux premières sont annoncées pour ce soir : le théâtre La Bruyère donnera « La Cage ouverte », dont le titre définitif est « Je le gendarme », de M. Jean Schetting, avec Germaine Dermos, José Quaglio, J.-J. Drex et Clary Monthal. Au théâtre de Dix-Heures, « 4 Toc exactement » réunira les meilleurs chansonniers de Paris.

Les terroristes juifs intensifieront leur action contre les britanniques

JERUSALEM. — L'arrivée prochaine de la commission d'enquête de l'O.N.U. devant, selon certains, ramener le calme en Palestine, il semble que cet espoir doive être abandonné. Les terroristes considèrent, en effet, que plusieurs des conditions qu'ils posaient « n'ont pas été remplies par les Britanniques ». Les requêtes n'ont pas cessé, disent-ils. Des germes et les immigrants sont toujours suspectés et ont été internés sans jours, déportés à Chypre.

Le groupe « Stern » vient de remettre à la presse une note dans laquelle il déclare notamment : « Puisque les autorités britanniques refusent de modifier leur attitude, dorénavant, chaque dépor-

taison provoquera de notre part une action aussi violente que nous le pourrions. »

A propos des accords de défense conclus entre la Grande-Bretagne et le Canada

LONDRES. — On déclare dans les milieux canadiens de Londres qu'aucun accord de défense conclu entre le Canada et une tierce puissance ne pourra jamais remplacer ou moins encore entrer en contradiction avec les dispositions de défense prises en accord avec la Grande-Bretagne et les autres nations du Commonwealth britannique. A propos des propositions du président Truman concernant une coopération militaire des Etats-Unis avec le Canada et l'Amérique du Sud, on confirme que le programme du président des Etats-Unis n'apportera aucun changement aux obligations militaires du Canada en temps de paix. On souligne que le Canada n'a jamais participé aux conférences panaméricaines antérieures, et il n'est guère probable qu'il y prenne part dans l'avenir.

Livraison de blé américain

LILLE. — Sept cents tonnes de blé américain qui avaient été débarquées la semaine passée dans le port d'Arvers ont été transférées par chemin de fer et par péniches à Valenciennes. Cet apport de céréales contribuera à assurer le ravitaillement en pain de la région du Nord.

Le maréchal Smuts expose la politique de son gouvernement

LE CAP. — Le maréchal Smuts a exposé devant le Parlement la politique générale de son gouvernement. Après s'être défendu d'avoir des projets d'annexion à l'égard du sud-ouest africain, le premier

ministre a traité du problème juif. Il a donné l'assurance que le refus d'accepter des immigrants ne faisait pas partie d'une politique discriminatoire à l'égard de ces derniers.

Une nouvelle mission américaine en Turquie

ANKARA. — Suivant certaines informations transmises par des journaux, une nouvelle mission américaine des forces militaires et aériennes serait arrivée à Istanbul, sous la conduite du général-licencié William Evans Hope.

Parmi les membres de cette mission se trouverait le conseiller économique auprès du département d'Etat américain Francis Nagat.

La presse turque indique que cette mission travaillera en coopération étroite avec la mission militaire américaine du général Oliver.

Le Journal « Sun Telegraph » estime que les Etats-Unis approuveront surtout l'armée turque en matériel militaire motorisé et en armes à grande puissance de feu.

Un autre journal d'Istanbul rapporte que les négociations qui se poursuivent entre les membres de la mission du général Oliver et les représentants de l'état-major turc pourront se prolonger encore pendant 5 mois. Pendant cette période, des spécialistes américains seront envoyés en Turquie.

Un coup d'Etat étouffé en Bolivie

LA PAZ. — M. Alberto Tabares, ancien ministre de l'Intérieur du gouvernement Villarcel, a été arrêté à La Paz. Il est accusé d'avoir

préparé un coup d'Etat qui devait éclater dans la nuit du 28 mai.

Le président Hertzog, qui se trouvait dans sa résidence d'été de Cocha Bamba, regagnera au plus vite la capitale.

Le 2 juin est décrété fête nationale en Italie

Le conseil des ministres italien qui expédie les affaires courantes en attendant la constitution du futur cabinet, a décidé que le 2 juin, jour anniversaire du référendum de 1946, qui a donné la victoire à la République, serait désormais « fête nationale ».

Exécution de 22 anciens gardiens de Mathausen

MUNICH. — 22 anciens gardiens S.S. du camp de concentration de Mathausen ont été exécutés par pendaison dans la cour de la prison de Landsberg près d'Augsbourg. Les 22 condamnés ont été conduits successivement à la potence toutes les trois minutes.

Les exécutions de 36 autres condamnés à mort auront lieu à une date prochaine qui n'est pas encore précisée.

Une invention allemande utilisée aux Etats-Unis

NEW-YORK. — La revue technique « Space Power » révèle qu'une turbine fonctionnant au protoxyde d'hydrogène et d'azote allemande est actuellement en cours d'adaptation aux U.S.A. pour servir éventuellement à la propulsion des sous-marins.

La publication révèle également la découverte, dans les archives navales allemandes, des plans d'un super-craqueur de 141.000 tonnes et de près de 400 mètres de longueur.

NOUVELLES BREVES

PARIS. — Une délégation de jeunes ou belétons et du belé (syndicat de la région parisiennaise) a été reçue par M. Detrez, chef du service administratif à la présidence du Conseil.

— L'organisation internationale de l'épiloque a ouvert sa 18ème session. La séance a été consacrée à un exposé sur la peste bovine et la fièvre chéolique.

— M. Roger Léonard, nouveau président de police, est entré en fonction. A cette occasion il a reçu les journalistes accrédités à la préfecture de police et leur a promis de faciliter leur tâche dans toute la mesure des moyens mis à sa disposition.

— Un concours pour trois emplois d'adjoints à l'inspection générale de la Reconstruction est ouvert aux jeunes gens âgés de 23 ans, titulaires d'une licence ou ayant satisfait aux examens de sortie d'une grande école. Les épreuves commenceront le 9 juin.

— MARSEILLE. — C'est le 4 juin qu'Abd-El-Krim doit arriver à Marseille sur le paquebot « Kalambo » des Messageries maritimes, courrier de la Réunion et de Madagascar.

— WASHINGTON. — Le Sénat des Etats-Unis a repoussé la proposition approuvée par la Chambre des représentants tendant à augmenter les droits de douane sur les laines d'importation.

— PORTLAND (Oregon). — On annonce la mort, à l'âge de 81 ans, du général Evans Carlson, qui s'était illustré à la tête des « Catapulte Raiders » et dans de nombreux débarquements de l'infanterie de marine dans le Pacifique, notamment à Guadalcanal.

— LE CAIRE. — On est sans nouvelles depuis plusieurs jours du bateau égyptien « Barbat » qui avait quitté Suez pour effectuer un premier voyage en mer Rouge. On suppose que le navire est perdu corps et biens.

— LA HAYE. — L'association internationale pour la protection de la propriété industrielle vient de tenir son premier congrès, d'après guerre.

— STOCKHOLM. — Le 25 et le 26 mai, le parti communiste suédois a commencé à fêter son trentième anniversaire. Des délégations des partis communistes de Norvège, de Danemark, d'Islande et de Finlande participent à ces fêtes.

— MOSCOU. — A l'occasion du cinquantième anniversaire de la bataille de Rurik, la radio soviétique a diffusé une émission spéciale exaltant l'héroïsme des soldats français sur les champs de bataille.